

CIBLE

Timor

C'est une affaire entendue : le Timor-oriental n'est ni la Bosnie, ni le Kosovo. Mais, une fois de plus, on fait mine de découvrir un drame qui s'est noué voici près de 25 ans, lorsque l'ancienne colonie portugaise a été envahie par l'armée indonésienne puis annexée par Djakarta. On a laissé faire. Et pendant un quart de siècle, on a laissé persécuter un peuple qui désirait retrouver sa liberté.

Une fois de plus, on se lamente sur des massacres d'autant plus prévisibles que la date du référendum était évidemment cruciale, et que l'existence de milices organisées et entraînées par l'armée indonésienne était connue. Une fois de plus on réagit dans l'urgence, et on interviendra, peut-être, lorsque les groupes de tueurs auront accompli une grande part de leur sinistre travail.

Il aurait fallu anticiper les événements. On ne l'a pas fait. Du moins, que l'on écoute ceux qui sont, depuis le début, les avocats du Timor-Oriental. Par exemple Dom Duarte, prince héritier du Portugal, qui s'est voué à la défense d'un peuple martyrisé, et dont il est aimé.

MONARCHIE

La dynamique marocaine

Démographie

L'erreur de
Malthus

p.4

Polémique

Le gros
Serge

p. 2

Le gros Serge

Le 14 juillet dernier, *Libération* publiait un portrait du nouveau comte de Paris, chef de la Maison de France - en fait une pochade systématiquement malveillante, volontairement blessante, sordide en tous points. Il ne s'agissait pas d'informer ou de critiquer, mais de faire rire aux dépens d'un homme en deuil, et dont on se doutait qu'il ne répondrait pas à d'aussi basses attaques.

Répliquant à la caricature par la caricature, voici brossé le contre-portrait de Serge July, à la manière de *Libé*, avec ses clins d'œil démagogiques, mais avec des informations vraies et toutes vérifiables.

Serge July est gros. Ca ne veut pas dire enrobé comme Obélix, mais gros moralement. Et gras au niveau du politique, de la bonne graisse qui enrobe la conscience et qui permet de s'asseoir sur les principes. Cet homme a le derrière large. Et cette vastitude du fondement lui a permis d'étouffer son origine petite-bourgeoise, son passé communiste, son engagement maoïste, son ardeur de journaliste révolutionnaire, ses scrupules de patron de presse indépendant.

Qu'importe. Sa maman, qui était dans la haute couture, lui a sans doute appris à tourner sa veste et à se tailler des

costards sur mesure, et c'est son papa qui lui a donné le goût du papier journal. On ne sait pas comment ça s'est passé du point de vue de l'oedipe, mais toujours est-il que le petit Serge a enseigné la philosophie et produit une oeuvre de jeunesse édifiante : d'abord les *Quatre fonctions du 22 mars* (A bas les tabous ! Interdit d'interdire !) puis, en collaboration avec Alain Geismar, un ouvrage phare, *Vers la Guerre civile* où on lit ceci : « *La dictature bourgeoise sème la terreur à tous vents. Il dépend des révolutionnaires que de ces semences germe la haine de l'ennemi de classe. Cette haine est pour le révolutionnaire la garantie de son incorruptibilité, de son intransigeance* ».

A l'époque, le beau Serge faisait de l'activisme prolétarien dans le Nord, et Jean-Paul Sartre le traitait avec une condescendance amusée de « triomphaliste ».

Bien vite, Serge jeta la casquette ouvrière par derrière les corons pour devenir triomphalement journaliste et patron de *Libération*. Au début, il affirmait que « *la source de l'information et des pensées se trouve dans le peuple* », puis il liquida toutes les fractions gauchistes de *Libé*, instaura la hiérarchie des salaires et devint seul maître à bord, donc responsable de ce que ses collaborateurs écrivaient et qui n'était pas du goût de tout le monde.

A la suite d'un article fort complaisant pour la Nouvelle droite, Pierre Goldman rompit avec *Libé* en quelques phrases terribles : « (...) *je constate qu'aujourd'hui l'antisémitisme a droit de cité à Libération, qu'il est considéré comme une opinion comme les autres lorsqu'il se présente dans sa version libertaire. Face à l'antisémitisme, je n'oppose et propose qu'une seule réponse : la haine. Et je*

considère en conséquence qu'aujourd'hui, pour un juif (juive), écrire dans Libération, c'est s'avilir ».

Toujours triomphalement niais, ce beau mec suivit toutes les modes : il a cru au « multimédia », il a fait du Minitel rose, il a produit un « journal total » et perdu des masses d'argent. Mais July-Julot s'en moquait, puisque ce n'était pas le sien. En décembre 1981, ses amitiés à l'Élysée lui ont permis d'obtenir un prêt de 10 millions. En août 1982, Jacques Delors a exigé que cinq banques nationalisées lui versent 3 millions. Puis il a été aidé par la famille Riboud, l'une des dix plus grosses fortunes de France dans les années quatre-vingt. Pas étonnant que l'ami Serge ait soutenu la politique de rigueur et le grand patronat - jusqu'au moment où *Libération* est tombé dans l'escarcelle des Chargeurs Réunis. Fais-nous valser, July-la-Rousse.

Ce qui ne l'empêche pas de rester fidèle aujourd'hui à la ligne libérale-libertaire : tonalité libertaire pour garder la clientèle qui croit encore que *Libé* est un journal de gauche, propagande libérale pour complaire à ceux qui assurent la matérielle. Le tout au nom de la « transparence » et de la génération morale. Mais July-le-Rouge se moque de la critique comme de sa première esbroufe : ce Citizen Kane de basse-cour, barbotant pour l'heure dans les eaux grasses de l'écolo-jospinac, s'en tirera toujours puisqu'il a choisi d'être, quoi qu'il arrive, du côté des puissants. Quels qu'ils soient et quoi qu'ils fassent.

Sylvie FERNOY

La foire aux statistiques

Des experts euphoriques. Des statistiques enthousiasmantes. Des commentateurs éblouis. Un Premier ministre qui n'en finit pas de dire tout le bien qu'il pense de lui-même. Si plus personne ne conteste, c'est qu'il n'y a plus rien à contester. Vraiment ?

Nous ne demandons qu'à croire aux bonnes nouvelles. Nous voudrions croire, nous aussi. Nous aimerions être rassurés, bercés, chouchoutés. Nous voudrions, comme tant d'amis socialistes ou communistes, hier encore furibards ou narquois, rejoindre ce qu'Alain Minc nomme le « cercle de la raison » et reconnaître que nous sommes entrés dans un « cycle vertueux » caractérisé par une croissance soutenue, une forte consommation et une baisse du chômage.

Hélas, nous n'arrivons pas - pas encore - à dormir sur nos deux oreilles. Peut-être par anxiété malade, mais surtout parce que nous nous trouvons, comme la plupart de nos concitoyens, dans une sorte de grande surface Promodès-Carrefour qui propose d'immenses étalages remplis de statistiques. Des milliers de statistiques, certaines écrites en gros (prix d'appels), d'autres en petits caractères, les unes en francs, les autres en euros, en dollars ou en yens.

Que choisir ? Nous n'avons pas de catalogues, pas de mode d'emploi (on nous dit pourtant que le libéralisme c'est l'information et la transparence), mais des chefs de rayons aimables qui nous disent ce qu'il faut choisir et

des vendeurs (les journalistes) qui vantent la qualité des produits. Pressés par le temps, éberlués par la tchatche du marchand, nous sommes tentés de remplir nos paniers avec ce qui se présente. Pourtant, avec un peu d'expérience de la foire aux statistiques, nous finissons pas y regarder à deux fois. Regardons l'emballage. Le vendeur-choc Riché (de *Libération*) écrit que « *Malgré le choc asiatique, la croissance est restée solide. Elle pourrait dépasser 2,5 % en fin d'année, après 3,2 % en 1998* ». On peut aussi retourner la phrase comme une boîte de nouilles et lire que le taux de croissance ne dépassera pas 2,5 % cette année, soit une chute de 0,7 % - dont il n'y a pas à se vanter. Observons le produit sous l'affichette en lettres grasses. C'est un fait que le chômage baisse. La cheftaine de rayon Aubry nous informe que 750 000 emplois ont été créés depuis 1997, et que le chômage a encore diminué en juillet (- 39 000 personnes). C'est un fait que le chômage baisse légèrement. Mais on continue de s'interroger sur la nature des créations d'emplois quand on trouve sous un étalage tomates achetées à bas prix une vieille étude de l'Unedic (1998) montrant que sur dix ans les emplois créés tiennent pour 40 % au temps partiel, pour 20-30 % au tra-

vail précaire, pour 20-30 % à l'allègement des charges sociales. La croissance est donc pauvre en emplois et ce sont de pauvres emplois pour personnes pauvres. Mais Martine Aubry a bonne conscience car elle dépense beaucoup d'argent pour obtenir son petit résultat : en 1997, la dépense publique pour l'emploi (DPE) s'est élevée à 365 milliards (+ 4,4 % par rapport à 1996).

Ouvrons délicatement la boîte à malice. Le chef de rayon nous répète que la consommation tire la croissance. C'est vrai que les ordinateurs, les téléphones portables et les voitures se vendent magnifiquement bien et que l'immobilier redémarre, du moins dans le centre de Paris. Mais ce mouvement est fortement stimulé par des doses massives de crédit à la consommation et de crédit immobilier. Autrement dit, on prend plus d'excitants que de vitamines. Ce qui ne dissipe pas tous les mystères de la consommation, sur lesquels nous reviendrons.

Comparons avec d'autres grandes surfaces. On s'aperçoit que le chômage officiellement calculé a reculé dans tous les pays de l'Union européenne : il est tombé de 10,9 % en juillet 1998 à 9,3 % en juillet 1999. En France, il reste à 11 %, soit plus que la moyenne. Ce qui devrait inciter Lionel Jospin à plus de modestie. Et le consommateur quotidien de statistiques triomphales à quelque méfiance.

Annette DELRANCK

♦ **JORDANIE** - Le roi Abdallah II et la reine Rania de Jordanie ont effectué début septembre une visite officielle de deux jours, au Koweït, la première depuis l'invasion de l'émirat par l'Irak en 1990. Ils ont été accueillis à leur descente d'avion par l'émir de Koweït, cheikh Jaber Al-Ahmad Al-Sabah. Lors de la crise du Golfe, le Koweït avait accusé la Jordanie de soutenir l'Irak, et gelé toute relation avec ce pays après avoir chassé près de 300.000 Jordaniens d'origine palestinienne qui travaillaient dans l'émirat. Parmi ces proscrits, celle qui n'était pas encore la reine de Jordanie, Rania al-Yassine, fille de médecin, qui était née au Koweït et y avait effectué sa scolarité à la New English School. La visite d'Abdallah II symbolise la fin d'une discorde et ouvre « *une nouvelle page historique pour les relations fraternelles qui nous lient au Koweït* » comme l'a déclaré le roi.

♦ **UGANDA** - Le roi du Buganda - le plus influent des quatre royaumes qui constituent l'Ouganda - Ronald Mutebi II, a épousé le 27 août 1999 à Kampala une journaliste, en présence du chef de l'État le président Yoweri Kaguta Museveni. Le roi (Kabaka), âgé de 44 ans, a pris pour épouse Sylvia Nagginda Luswata, 35 ans, pour en faire sa Nabage-reka, sa reine. Les festivités ont duré plusieurs jours pour ce qui est considéré comme le « mariage du siècle » en Ouganda et était attendu avec impatience par le peuple baganda fort désireux de voir son souverain avoir un héritier.

♦ **RUSSIE** - Lors de la visite du ministre russe des Affaires étrangères Igor Ivanov dans la capitale britannique en juillet il a été décidé l'échange entre Londres et Moscou d'archives historiques relatives à l'assassinat du tsar Nicolas II. On ignore encore si ces archives apporteront une lumière nouvelle sur la tragédie d'Iekaterinbourg.

♦ **FRANCE** - L'affaire Louis XVII, l'une des énigmes de l'histoire de France qui a fait - et fait encore - couler le plus d'encre, est-elle en passe d'être résolue grâce à l'initiative de notre ami l'historien Philippe Delorme ? Il a, en effet, entrepris de faire réaliser une analyse comparative de l'ADN du coeur de l'enfant mort à la prison du Temple avec l'ADN de la famille de Marie-Antoinette. Si ces ADN sont semblables cela prouvera que l'enfant du Temple est bien Louis XVII et que toutes les autres thèses (substitution, évasion, etc) sont fausses. L'analyse pourrait se faire très prochainement (si le financement assez modique est trouvé). Philippe Delorme est l'auteur du livre *L'affaire Louis XVII* (prix : 125 F franco).

royaliste
 SOMMAIRE : p.2 : Le gros Serge - p.3 : La foire aux statistiques - p.4 : L'erreur de Malthus - p.5 : Fin de la quarantaine algérienne - p.6/7 : La dynamique marocaine - p.8 : Diversité des cultures et mondialisation - p.9 : La provocation Tillinac - p.10 : Holmes et les holmésiens - Aux origines de la III^e République - p.11 : Action royaliste - p.12 : Éditorial : Le paradis incapables.
 RÉDACTION-ADMINISTRATION
 17, rue des Petits-Champs,
 75001 Paris
 Téléphone : 01.42.97.42.57
 Télécopie : 01.42.96.05.53
 Dir. publication : Yvan AUMONT
 Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :
 trois mois (125 F) six mois (200 F) un an (300 F) soutien (600 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

L'erreur de Thomas Malthus

Depuis la fin des années soixante, on affirme que les êtres humains, dont le nombre double tous les vingt-cinq ans, sont destinés pour la plupart à mourir de faim. Bonne nouvelle : l'apocalypse démographique n'aura pas lieu.

Sur la foi des travaux du Club de Rome, à la fin des années soixante, l'idée dominante était que si l'on ne faisait rien, en doublant tous les vingt-cinq ans, l'humanité allait couvrir la surface de la planète d'une épaisse couche de crève-la-faim. C'est pourquoi, de nombreux États avaient lancé des campagnes parfois musclées afin d'éviter la catastrophe annoncée : stérilisation en Inde, exclusion en Chine, génocides un peu partout...

Aujourd'hui, l'idée courante reste que l'inexorable accroissement de la population est un danger majeur, et que chaque pays doit imposer, chez lui s'il est pauvre, chez les autres s'il est riche, une politique volontariste de baisse de la natalité. Il est vrai qu'en démographie plus encore qu'ailleurs, les courbes sont longues à s'inverser, et que les informations récentes montrent toutes une poursuite de l'augmentation de la population. D'abord chez nous, où les évaluations de l'INSEE nous comptent plus de soixante millions d'habitants en France. En Inde ensuite, qui vient de passer le seuil « médiatique » du milliard d'habitants. Dans le monde enfin, où l'espèce humaine dépasse maintenant six milliards de membres : en Chine, par exemple, où les deux milliards d'habitants sont prévus pour 2020, en Afrique,

qui va atteindre les 700 millions d'habitants, etc.

Cependant les tendances s'inversent partout, et si nous savions déjà que nos vieux pays industrialisés se dépeuplent, nous découvrons maintenant que les nations les plus jeunes voient elles aussi leur taux de natalité décroître de façon spectaculaire. Il faut bien constater que le paradigme n'est plus le même : ce n'est plus (si cela a jamais été) le développement démographique qui occasionne les désordres que l'on connaît sur la planète, mais la façon dont le « village global » organise les sociétés : partage inégal des richesses, et urbanisation galopante, par exemple, sont plus les conséquences d'une gestion du monde que d'un accroissement effréné des populations. Ce qui change bien des choses. Curieusement d'ailleurs, deux angoisses contraires coexistent dans les pays développés, surtout chez nous : d'une part on craint pour son espace vital face à des hordes affamées qui viendraient nous envahir, d'autre part nos gouvernants provoquent, pour des raisons que l'on sait maintenant intéressées, des inquiétudes à propos de déséquilibres proclamés catastrophiques, entre les rares jeunes travailleurs et les trop nombreux vieux retraités.

Demandons-nous la raison de ce changement des tendances démographiques : politi-

que volontariste de stérilisation de tranches de populations, en général les plus démunies, ou effet plus global et naturel d'une « auto-régulation » des populations ? Quel est le rôle de la famille par exemple, qui est à la base de toute démographie ? Il n'est pas niable que ce réajustement procède de techniques de contraception, mais nous savons par expérience qu'il n'est pas besoin de la pilule pour qu'une société voit baisser sa fécondité, puisque notre population a commencé de s'effondrer peu après la Révolution. Notons par ailleurs une diminution générale de la natalité, que les pays aient ou non déployé des efforts pour réduire leur natalité. Imputer « technocratiquement » les grands changements de tendances dans la fécondité d'une population à la seule application de politiques volontaristes est peut-être le meilleur moyen de s'interdire toute compréhension des phénomènes qui les régissent.

Car les modèles des démographes semblent avoir fait leur temps. Les lois malthusiennes, naguère alpha et oméga de la profession, n'ont nulle part été confirmées. Il semble bien que la brutale extension de la population mondiale au XX^e siècle ne soit en somme qu'un décalage dans le temps entre des courbes de natalité et de mortalité, qui sont en train de se rattrai-

per : d'un modèle en équilibre où une mortalité importante était compensée par une forte natalité, nous passons à un autre, où au contraire la mortalité devient faible, et où la natalité l'accompagne. Autrement dit, mortalité et natalité sont liées, alors que les lois de Malthus considèrent la natalité comme une variable indépendante. Nous arrivons donc maintenant, après une phase de déséquilibre, à un nouvel ajustement qui voit l'augmentation de population revenir vers les taux qui étaient les siens autrefois.

Ainsi, les grands principes « biologiques » qui souvent sont, consciemment ou non, à la base du fonctionnement de notre société, sont à réviser. Or il ne fait pas de doute que la philosophie libérale actuelle admet implicitement, même pour le genre humain, les deux concepts darwiniens de rareté des ressources, face à une maximisation permanente de la natalité. Ce couple maudit entraîne alors fatalement la lutte pour l'espace vital, la réussite normale et souhaitable des plus forts au détriment des plus démunis, bref une sélection naturelle appliquée à l'humain, tout ceci étant directement issu des lois de Malthus.

Si celles-ci sont caduques, il faut en tirer une première conclusion : si l'on admet désormais que la famine n'est pas liée à des causes naturelles mais à des politiques économiques, s'il s'avère qu'il continuera d'y avoir de la place pour tous sur la planète, alors les politiques d'exclusion, de fermeture de l'accès aux ressources et de protection de l'espace vital n'ont plus de raison d'être. D'où cette seconde conclusion : c'est le système politique dominant qui produit déséquilibres et pénuries, et non pas une fatalité biologique bien pratique, qui s'ajouterait à l'incapacité des pays en développement à se restreindre pour le bien des pays riches.

François VILLEMONTÉIX

Fin de la quarantaine algérienne

Le peuple algérien était appelé le 16 septembre à ratifier par référendum une loi de concorde civile afin de mettre fin à l'engrenage de près de huit ans de violence. Quarante ans plus tôt, le 16 septembre 1959, le général de Gaulle, pour mettre un terme à la guerre d'Algérie, proclamait le droit du peuple algérien à l'auto-détermination.

Le parallèle ne choque pas puisque l'on se plaît à reconnaître à Abdelaziz Bouteflika une démarche gaulienne et que lui-même ne cache pas son admiration pour le Général. Si l'on relit les objectifs que s'assignait à l'époque le président français, il suffit en effet de remplacer Paris par Alger pour qu'ils s'appliquent mot pour mot à la réalité présente : « remettre entièrement l'autorité en Algérie sous la coupe du gouvernement, montrer aux insurgés qu'Alger veut la paix, en même temps renforcer notre appareil militaire pour rester maître de nos décisions sur le terrain ».

La démarche du président algérien est en effet proprement politique. Il a peut-être, comme son modèle, été ramené au pouvoir par l'armée mais il entend mener une politique nouvelle en exploitant au mieux les marges de manoeuvre qui lui ont été concédées et en les élargissant jusqu'à ce qu'elles deviennent irréversibles, c'est-à-dire qu'il n'y ait plus de recours contre lui, y compris l'assassinat comme celui dont avait été victime le président Bouïaf.

Le référendum du 16 septembre est certes une opération de charme vis-à-vis des groupes islamistes qui accepteraient de déposer les armes et d'entrer dans le jeu politique.

C'est d'abord une limite clairement posée à la militarisation de la société et à la criminalisation de l'État.

A la faveur de l'éradication et du réflexe sécuritaire, il s'est créé en Algérie plus d'emplois dans le secteur de la sécurité que n'en ont supprimés les entreprises publiques en cours de restructuration et de privatisation (400 000 contre 300 000). A côté des milices villageoises d'auto-défense, on a vu fleurir les sociétés privées de sécurité. L'armée intervient peu directement contre les groupes islamistes car elle est aussi pour une bonne partie immobilisée dans la protection passive des installations pétrolières, c'est-à-dire la garantie de la rente sur les hydrocarbures qui continue de faire de l'Algérie un pays financièrement confortable. A tel point que l'on a pu se demander si finalement il n'y avait pas plus d'intérêts acquis à la poursuite de la guerre civile qu'à la paix. Le déclenchement de la guerre civile a coïncidé avec le début du processus de libéralisation économique demandée par les organismes internationaux. Les deux phénomènes sont allés de pair, parfois se gênant, parfois se combinant mutuellement.

Restaurer un espace politique n'implique pas seulement que l'on accepte une participation des islamistes. Il sous-entend

une réappropriation de l'histoire algérienne de la plus lointaine à la plus récente. Bouteflika semble avoir pris suffisamment de recul pour engager quelques révisions en douceur. Cela va encore porter un coup à l'idéologie dominante du pouvoir d'État en Algérie, c'est-à-dire l'armée.

Les islamistes se sont fait voler leur rôle peu ou prou dans la lutte pour l'indépendance. C'est d'ailleurs pourquoi les extrémistes s'en sont pris à ceux que, dans l'establishment algérien, ils qualifient de « français ». Comme autrefois le gouvernement français de l'époque parlait toujours des « Musulmans d'Algérie » pour les distinguer des « Européens », ce terme était bientôt devenu tabou. Les idéologues de la révolution d'Algérie avaient relégué les « Musulmans » du côté du colonisateur. Aujourd'hui, ceux-ci les disqualifient comme « français ». Il ne sera pas possible de sortir de l'affrontement actuel sans vider la querelle historique. La fête nationale du 1^{er} novembre devrait être choisie pour la réconciliation avec notamment la libération des deux dirigeants historiques du FIS Madani et Belhadji.

Paradoxalement, cette tentative de relecture de l'histoire algérienne est au coeur du rapprochement avec la France, comme aussi avec le Maroc,

voire avec Israël, que l'on constate depuis l'avènement de Bouteflika. On avait le souvenir d'un des durs de la période Boumedienne. On retrouve le fin diplomate qui a bien compris tout le profit qu'il peut tirer d'une nouvelle crédibilité internationale. Il a gardé Védrine cinq heures le 29 juillet dernier. Il compte se rendre à l'Assemblée générale des Nations Unies à New York - qui a entendu de sa part il y a vingt-cinq ans tant de tirades tiers-mondistes - auréolé du résultat du référendum, être reçu par Clinton non sans être d'abord passé par Paris.

L'Algérie en quarantaine arrangeait bien du monde. La guerre civile permettait d'occulter la dimension politique des relations franco-algériennes. On pouvait regarder tranquillement vers l'Est. Rien ne venait déranger au sud où la Méditerranée constituait comme un nouveau mur. Moins de visas, moins de protocoles financiers, moins de Front National. Les problèmes semblaient oubliés. Si l'Algérie se rappelle à notre bon souvenir autrement que par quelques bombes, le casse-tête maghrébin va reprendre. Mais pour une fois, pour le meilleur.

Le président Chirac a été prompt à déceler des « opportunités exceptionnelles » au Maghreb jusqu'à en faire le premier point de son panorama de politique étrangère devant les ambassadeurs français réunis en conférence annuelle à Paris le 26 août dernier. Il a prononcé, en réponse aux ouvertures de M. Bouteflika, cette parole qui pourrait devenir historique : « Eh bien oui, le moment, je crois, est venu de changer le cours des choses entre l'Algérie et la France ».

Yves LA MARCK

On lira avec intérêt « Marier le Maghreb à l'Union européenne ? », numéro spécial de *Panoramiques*, 3^e trimestre 1999, n° 41, Éd. Corlet. Nous y reviendrons prochainement.

La dynamique marocaine

La mort de Hassan II a provoqué, dans le peuple marocain, une douleur immense et manifeste qui contredit la thèse « politiquement correcte » d'un régime autocratique et répressif par essence. Les caractéristiques de la monarchie royale marocaine sont donc plus complexes qu'on ne le dit. Nous avons tenté de les comprendre, et de faire deviner à nos lecteurs la subtilité des relations qui unissent le roi et les Marocains, sans faire œuvre de propagande : c'est la première fois que notre journal consacre une analyse générale à la monarchie alaouite.

Le Maroc, si proche, et tellement exotique ! On ne s'étonne pas que les clichés surabondent tant ils sont faciles à prendre : roi à cheval, burnous immaculé, palais, murailles et minarets. Voilà qui déclenche les associations d'idées : société traditionnelle, pouvoir archaïque, monarchie absolue, peuple opprimé, bagnes et prisons, émeutes et séditions. N'oublions pas le passéisme religieux. A quand la modernité qui viendrait bousculer des institutions désuètes et chambouler des rapports sociaux d'un autre âge ? Cette vision politiquement correcte s'accompagne curieusement, à droite mais aussi à gauche, des éloges murmurés et des silences complices des clients et des hôtes de Sa Majesté. Les agréments de la Mamounia (1) incitent la classe politique et les journalistes français aux balancements circonspects. Entre les dénonciations implacables et les mollesse corrompues, il est difficile de se faire une opinion. Pour y parvenir, la meilleure méthode est de mettre de côté les clichés (le roi sous son ombrelle, le bain de Tazmamart) sans nier qu'elles correspondent aussi à un aspect de la réalité marocaine, présente ou ancienne, et d'engager la réflexion à partir de deux observations difficilement contestables :
- Quant au Maghreb, le Maroc est le pays qui a le

mieux surmonté les difficultés de la décolonisation, puis les tentations (socialisme marxisant, dictature militaire) et les épreuves (modernisme capitaliste, fanatisme religieux) de la deuxième moitié du XX^e siècle. La fragile Tunisie subit un régime policier, et l'Algérie est toujours en proie à la guerre civile. Les Marocains vivent en paix, mangent (à peu près) à leur faim, peuvent exprimer des opinions sans risquer leur vie. Ce qui ne signifie pas qu'ils vivent en idylle sociale, dans une démocratie exemplaire, sous la houlette d'un prince débonnaire.
- Alors que de nombreux journalistes français attendaient l'émeute populaire et la déstabilisation du régime lors de la mort de Hassan II, l'ensemble du peuple marocain a exprimé une douleur aussi vive et manifeste que celle du peuple jordanien lors des funérailles du roi Hussein, et le Maroc, comme la Jordanie ont vécu dans la paix civile le moment de la succession dynastique.

Une dimension universelle

Bien entendu, il est toujours possible d'interpréter l'émotion populaire selon une vision ethnocentriste : dès lors qu'il s'agit d'une foule arabomusulmane, les journalistes occidentaux parlent volontiers d'hystérie. Mais lorsque le roi Baudouin est mort, les Belges - peuple de culture chrétienne

à la peau blanchonnette - exprimaient leur tristesse de la même manière et avec les mêmes mots que les citoyens marocains et jordaniens. Cela porte à penser que la monarchie royale a une valeur universelle, qui ne doit pas conduire à négliger les singularités nationales.

De fait, aux yeux des Marocains et des observateurs étrangers, la monarchie alaouite comme les monarchies européennes repose sur un principe successoral qui a fondé et qui continue d'assurer l'unité nationale. Son pouvoir symbolique procède à la fois de la sacralité du monarque et de son rôle politique, de la personne royale et de sa fonction institutionnelle. Elle est en mesure d'assurer l'alliance du pouvoir politique et du peuple grâce à l'arbitrage que cette monarchie royale assure, grâce à la continuité qu'elle garantit, grâce à l'identité et à l'indépendance nationale que le souverain incarne : déposé et exilé par la France comme sultan, Mohammed ben Youssef devient la figure suprême de la résistance, et revient dans son pays comme libérateur et roi.

Il faut bien sûr préciser que la fonction religieuse du roi du Maroc est plus importante que celle du souverain britannique, et que la démocratie marocaine est beaucoup plus problématique que celle d'Espagne. Encore faut-il se souvenir que la dynastie alaouite est

récente (XVII^e siècle), que le Maroc est une nation (au sens moderne du mot) en cours de constitution et qu'on ne peut demander à un pays (du Maghreb, comme de l'Est européen) de se conformer en quelques décennies à un modèle que les puissances européennes ont mis des siècles à élaborer - et auquel ils ne se conforment pas toujours (2). Il reste que la dimension universelle de la monarchie marocaine était suffisamment affirmée (en puissance sinon en acte) au début du siècle pour qu'un royaliste catholique comme Lyautey, premier résident général de France au Maroc, appuie de toute son autorité la dynastie alaouite en la personne de Moulay Youssef - ce qui permettra à ce sultan, descendant du Prophète, d'être reconnu dans sa pleine légitimité par le peuple marocain (3).

mité par le peuple marocain (3).

L'Ombre de Dieu

La monarchie alaouite est cependant riche de singularités qui incitent à une extrême prudence dans les comparaisons entre le régime politique marocain et les monarchies européennes. Ces singularités procèdent évidemment de la culture arabo-musulmane, mais aussi de traits spécifiques marocains. Le souverain cumule en effet un nombre impressionnant de fonctions religieuses et politiques que les Européens séparent ou distinguent soigneusement : Hassan II, écrivait Bruno Etienne (4), « est *sultan*, l'autorité qui exerce le pouvoir, *malik*, le roi qui possède et exerce le contrôle, *Amir*

al-mu'minin, le prince des croyants, *Amir al-muslimin*, le prince des musulmans, et *Imam*, celui qui est chargé de la guidance de la communauté. On pourrait ajouter qu'il est aussi un *calife de fait*, bien que l'institution du califat ait été supprimée par Atatürk » puisqu'il préside le Comité al-Qods et l'Organisation de la Conférence islamique. Le roi est également *chérif* (noble) puisqu'il est descendant du Prophète. Le roi du Maroc est donc roi par la grâce divine (la théologie de l'origine et du fondement ultime du pouvoir est identique dans les religions juive, chrétienne et musulmane), il est « l'Ombre de Dieu » comme le roi de l'ancienne France était (moins modestement) son « lieutenant », et il y a réunion de la légitimité religieuse et de la légitimité politique en une seule et même personne.

Absolutisme, donc ? Non. Le Maroc bénéficie d'une constitution écrite (révisée en 1992), qui organise les relations entre un exécutif fort, un Parlement élu ; des partis existent, l'opposition peut s'exprimer, les dernières élections (novembre 1997) ont été marquées par l'élection d'islamistes modérés et prolongées par la désignation, à l'initiative du roi Hassan II, d'un Premier ministre socialiste (février 1998). On peut donc soutenir que, comme en Europe, la monarchie royale est l'agent décisif du passage de l'autoritarisme à la démocratie, le

vecteur d'évolutions paisibles. On remarquera d'ailleurs que les opposants politiques les plus déterminés ne réclament pas l'abolition de la monarchie, mais une accélération des réformes.

Ce pouvoir médiateur du roi est renforcé par le fait qu'il est l'arbitre suprême de ce système invisible mais puissant, laïc et pourtant traditionnel, qu'on appelle le *Makhzen*. L'explicitation de ce terme (qui a donné en français notre magasin) est difficile : le *Dar-al-Makhzen*, c'est la Maison royale, mais c'est plus que la Cour et autre chose qu'un clientélisme : le *Makhzen*, c'est le pouvoir administrant les richesses matérielles (centres de production, commerce, douanes) et assurant la régulation des diverses expressions de la violence politique, de la dissidence tribale, de la subversion religieuse, de la révolte sociale (5). Les relations entre l'État et la société marocaine, entre le pouvoir et ses opposants, ne sont pas intelligibles si l'on ignore les arcanes de ce système patrimonial qui existait au XVIII^e siècle, que le Protectorat n'a pas aboli et qui s'est développé après l'indépendance, en même temps que les structures politico-administratives modernes.

Evolutions

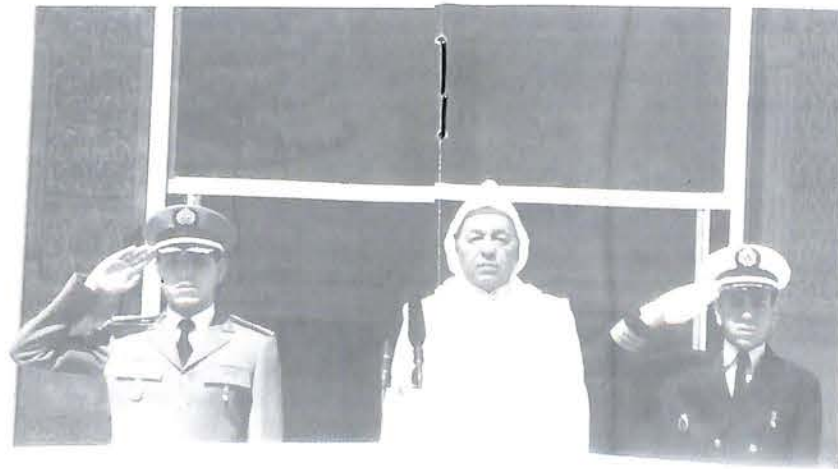
La complexité des institutions symboliques et des agencements structurels répond à la complexité anthropologique et sociologique du pays (pensons aux fortes différences entre Arabes et Berbères, entre citadins et membres des tribus, entre Rifains et Sahariens, au rôle des émigrés), tisse des relations diverses et subtiles entre le pouvoir et la population (amour du roi, respect du Commandeur des Croyants, vote démocratique, cérémonies d'allégeance - *ba'ya* -, relations administratives, clientélisme banal) qui créent une étonnante dialectique entre traditions et modernité. Quels que soient les jugements de valeur que l'on porte sur ce mode d'exercice du pouvoir (6), il est certain que la monarchie marocaine n'empêche pas les évolutions politiques et les transformations économiques. Au contraire, le règne d'Hassan II a été marqué par d'importants progrès

démocratiques (création d'un Conseil consultatif des droits de l'homme par le dahir du 1^{er} décembre 1990, d'un Conseil constitutionnel par une loi organique de 1994), par des réformes juridiques majeures (Code de commerce, Code du Travail, création d'une juridiction administrative) et par un développement économique soutenu (les progrès de l'électrification sont spectaculaires, en particulier dans le sud du pays) - qui ne doivent pas faire oublier la pauvreté et le chômage qui frappent une grande partie de la population.

Tous ces points font l'objet de débats, mais il serait absurde de plaquer sur les réalités marocaines le cliché d'un vieux roi archaïque et conservateur auquel succéderait un jeune prince sympathique et novateur. Il est plus judicieux d'envisager une continuité dynamique, permettant le développement économique et social, dans le souci des droits de l'homme et dans le cadre d'un État de droit - selon les valeurs religieuses auxquelles la monarchie et le peuple marocains font référence. Tel a été le sens de l'allocution prononcée par Mohammed VI, au terme des quarante jours de deuil, le 2 septembre dernier : le nouveau souverain souhaite manifester, comme Mohammed V et Hassan II, concilier la fidélité aux principes fondamentaux de la nation et de sa dynastie et les progrès que le peuple espère.

Yvan AUMONT

(1) Superbe palace, situé à Marrakech.
(2) Point de relativisme dans cette remarque : un État qui se constitue et s'affirme doit être jugé sur son orientation.
(3) Pour plus de précisions, cf. André Le Révérend, *Lyautey*, Fayard, 1983 - prix franco : 170 F.
(4) Cf. l'article de Bruno Etienne : « les Arcanes du sultanat » dans *Maroc, Les signes de l'invisible*, Revue *Autrement*, série Monde H.S. n° 48, septembre 1990 - prix franco : 120 F.
(5) Cf. sur ces différents points l'ouvrage de Mohamed Tozy, *Monarchie et islam politique au Maroc*, Presses de Sciences Po, 1999 - prix franco : 165 F.
(6) A condition qu'on ne prête pas une oreille complaisante aux rumeurs et aux fausses nouvelles. Cf. sur ce point la réplique sévère mais justifiée du quotidien marocain *Libération* (31 août et 3 septembre 1999) aux allégations diffusées par le correspondant de l'Agence France Presse à Rabat.



♦ 1987 - S.M. Hassan II entouré de ses deux fils, Moulay Mohammed (devenu depuis le roi Mohammed VI) et Moulay Rachid (l'actuel Prince héritier).

Un nouveau
"Cité" !

Cité



Sommaire du n° 31

DOSSIER

« Géopolitique »

- ♦ Qu'est-ce que la géopolitique ? par Christian Pihet
- ♦ Diplomatie et géopolitique par Dominique Decherf
- ♦ Géopolitique et souveraineté par Bertrand Renouvin
- ♦ Vers une guerre locale par Martin Hybler

POINTS DE VUE

- ♦ Et maintenant, passons aux barbares par Guillaume Kopp
- ♦ Le PACS, un pas vers l'irresponsabilité par Philippe Lauria

MAGAZINE

- ♦ Quelques réflexions sur un Islam d'Europe : le cas albanais par Christian Pihet
- ♦ Le navire de la République selon Jean Bodin par Luc de Goustine

Bulletin de commande ou d'abonnement à retourner à "Cité"

NOM/Prénom :
Adresse :

commande le numéro 31 de Cité (40 F franco).

s'abonne à Cité pour 4 numéros (140 F) à partir du n° 31.

Règlement à l'ordre de "Cité"
17, rue des Petits-Champs
75001 Paris

Entreprises

Diversité des cultures et mondialisation

Depuis plus de dix ans nous suivons avec attention les travaux de Philippe d'Iribarne qui a centré sa recherche sur les relations du travail dans les entreprises. Comment celles-ci concilient-elles aujourd'hui diversité des cultures et mondialisation ?

Dans son dernier ouvrage, Philippe d'Iribarne traite de deux objets. D'une part, il étudie la manière dont les entreprises construisent leurs stratégies en tentant de concilier des impératifs de gestion imposés par une nouvelle rationalité économique mondialisée, avec les spécificités propres aux différents environnements culturels dans lesquelles elles sont implantées. D'autre part, il s'interroge sur la manière dont s'articulent aujourd'hui « cultures nationales » et mondialisation économique, en tentant de répondre à la question suivante : s'achemine-t-on lentement vers une culture unique, sous la pression d'une mondialisation favorisant l'internationalisation des firmes, et avec elles, d'une certaine organisation du travail qui conditionnera à terme toute forme de vie sociale et politique ?

Traitant des deux problématiques, le sociologue s'adresse à la fois aux « managers » et aux « citoyens ». Pour les « managers », il insiste sur la nécessité de mieux comprendre les environnements culturels de plus en plus différenciés dans lesquels s'inscrivent les entreprises, afin de pouvoir mieux accorder leurs objectifs de gestion avec les manières d'être et de penser propres aux différents acteurs mis à contribution dans le cadre de la poursuite de ces objectifs. Un Français, un Allemand, un Suédois ou un Camerounais

n'ont pas la même perception des notions de « liberté », de « respect », de « hiérarchie »... Aussi, avant d'entreprendre la mobilisation d'acteurs aux références culturelles différentes, il convient de bâtir un langage commun. Pour répondre à ce problème croissant, dans des entreprises de plus en plus internationalisées, Philippe d'Iribarne explique qu'il convient de ne plus concevoir l'encadrement des hommes comme une science de gestion exacte, mais plutôt comme une forme d'art subtile, faisant intervenir dans un même temps le sens de l'autorité et la compréhension, le pragmatisme économique et le réalisme culturel... Dès lors, la réalisation des objectifs de l'entreprise doit se négocier avec les acteurs qui s'y impliquent et chaque négociation doit différer selon les références culturelles de l'interlocuteur.

En préambule à ce travail de négociation, la compréhension de ces logiques culturelles est devenue une nécessité incontournable, faisant de ce paramètre, jusque là honni des gestionnaires, un atout pour les entreprises qui auront appris à jouer des différences comme autant d'opportunités permettant, au sein de dynamiques interculturelles nouvelles, de révéler de nouveaux gisements de créativité et d'efficacité collective au travail.

Cette réflexion sur la prise en compte du paramètre culturel dans la gestion des entreprises est fondamentale, mais elle n'a

de sens que si les différences culturelles sont amenées à survivre à la mondialisation économique. Sur ce point, Philippe d'Iribarne estime que la mondialisation, loin d'uniformiser les cultures, tend à les réaffirmer, à les valoriser même, dans la richesse que représente la confrontation de leurs différences. Ce que l'homme possède de plus riche, c'est sa diversité culturelle même, qui lui permet de continuer à s'interroger sur son état, pour le repenser autrement, en cherchant à y mettre du « mieux ». Vue sous cet angle, la diversité culturelle n'est plus l'obstacle du progrès économique, elle en devient une des clés. C'est là tout le sujet de la seconde conclusion du livre, adressée au « citoyen ».

Cette approche « culturaliste » est enrichissante. Mais une question reste posée, qui n'est pas approfondie dans l'ouvrage : Philippe d'Iribarne raisonne à l'État-Nation constant, or les évolutions qui s'imposent aux entreprises internationales aujourd'hui n'amèneront-elles pas les États-Nations à s'affronter aux mêmes tensions d'éparpillement, allant dans le sens de l'autonomisation de l'individu, au profit d'associations interculturelles engendrant des logiques d'organisation politiques nouvelles ? Quelle que soit la réponse à apporter à cette question, elle aurait mérité d'être posée et le titre du livre, dont la pertinence n'est pas à mettre en cause, aurait pu être « État-Nations, cultures et mondialisation, gérer dans l'incertitude des frontières ».

Alexandre RENAUD

Philippe d'Iribarne - « Cultures et mondialisation, gérer par-delà les frontières » - Paris, Le Seuil, 360 pages - prix franco : 148 F.

Idées

La provocation Tillinac

Denis Tillinac semblait n'appartenir qu'à la seule littérature en dépit de son gaullisme toujours affirmé. Ses solides attaches corréziennes et sa passion du rugby, sans oublier sa fidélité inébranlable à Jacques Chirac, auraient suffi à alimenter la chronique, si l'homme brusquement n'avait révélé une dimension supérieure. La défaite aux législatives qui consacra la gestion de l'équipe Juppé provoqua de sa part une superbe philippique dans *Le Monde*. En voilà un au moins qui y avait cru, à l'alternative à la pensée unique et à la lutte contre la fracture sociale, et qui déversait sa juste colère contre l'énarchie qui en quelques mois avait massacré une authentique espérance populaire. Depuis ce coup d'éclat, on se demandait comment il évoluerait. Remâcherait-il sa déception ou rebondirait-il pour éclaircir ou étayer sa position politique ?

L'essai qu'il propose pour cette rentrée ne permet pas l'équivoque. Tillinac persiste en s'approfondissant et en donnant à sa pensée une ambition forte, jusqu'à risquer un jugement sur le devenir du monde. Ceux qui d'avance l'attendaient au tournant pour lui dénier la compétence de l'universel, en le provincialisant, en seront pour leurs frais. Depuis sa Corrèze, l'écrivain interroge le monde, parce qu'il le connaît. L'indécrottable villageois se révèle infatigable bouurlingueur, capable aussi bien de gagner les antipodes pour son plaisir, de parcourir l'Afrique avec une sympathie anxieuse ou même de se remettre dans le sillage de Kerouac, afin de voir ce qu'il advient de l'Amérique profonde. Le solitaire farouche enregistre tout et comprend tout parce qu'il est doué d'hypersensibilité. Et parce que, sans s'en vanter, il est étonnamment cultivé. Essayiste il demeure écrivain parce qu'il ne saurait manier le concept sans image, sans mémoire et surtout sans cette épaisseur humaine qui fait son charme et plus encore. L'exploration de notre devenir depuis la Corrèze, révèle une authentique valeur anthropologique, parce que l'écrivain est ethnologue d'instinct et l'ethnologue subtil penseur.

La région demeure son point de départ, même si Tillinac sait faire la part du suranné dans un certain régionalisme. Et s'il observe la mutation universelle d'après la dérive de son canton rural dévitalisé, ce n'est pas par égocentrisme exagéré. « Faulkner ambitionnait de résumer la dramaturgie humaine dans le « timbre-poste » de son patelin du Mississippi. J'ose placer la barre à cette altitude : un semis de maisons sur un socle de granit me tient lieu de lanterne magique. Le monde que découpe le rectangle de ma fenêtre augmenté d'un lacis de chemins où j'ai promené diverses chimères, c'est le théâtre de toute la création, l'abrégé de la comédie humaine. C'est l'être dans tous ses états. Tous ses « étants ». Il se trouve que, sous le théâtre de mes dévergondages, quelques os blanchis ou effrités sont de famille, comme on dit des bijoux ; ça colore l'attachement d'une sentimentalité particulière. Il se trouve en outre que les vents de l'Histoire y soufflent depuis plus longtemps que dans le Deep South ; ça invite à des ruminations sur la personne et l'éphémère ».

par Gérard Leclerc



A priori, il paraît arbitraire de juger l'évolution dont parlent sagement économistes ou sociologues à partir du dépeuplement rural, de l'abandon de la terre, de l'église fermée et de la salle polyvalente où les estivants dansent sur les rythmes de partout ailleurs, comme si c'était le plus significatif de cette civilisation où tout bouge, où l'innovation permanente ne se lasse pas de redistribuer fonctions et compétences. Certes, mais Tillinac n'ignore rien de cela. Ce qu'il retient de son timbre postal c'est le temps à l'aune de l'histoire. Et l'anachronisme le sert plus encore à écouter les entrailles imperceptibles de l'humanité, à voir ce qui est invisible dans la mobilité hyperteknique et à deviner ce qui est imperceptible dans la société des communicants. « Je me suis aussi contemporain (ou aussi peu) d'un berger chaldéen, d'un légionnaire de César, d'un copiste sous le pontificat de Grégoire VII ou d'un paysan aztèque d'avant Cortez que d'un internaute. Aussi instinctif que rationnel, et hébergeant entre autres un cerveau reptilien qui croit renouer avec sa patrie aussitôt que je me coule sous un taillis pour y chercher des cépes ».

Bien sûr il y a d'abord beaucoup d'humour en tout cela, mais la détection de l'essentiel réclame de se dépouiller de l'esprit du sérieux. Seul le poète voit. Il voit la fin de l'histoire, et contrairement à Fukuyama s'en désolait infiniment, parce que là où l'Américain discerne la fin de la pénurie et le règne de la liberté, lui assiste à une mutation où l'humanité perd sa couleur et jusqu'à sa substance. Que seront ces mutants étrangers à leur passé, à leurs trésors anthropologiques dans un espace stéréotypé et indéfiniment clonable ? Tout ce qui était vécu et intériorisé comme valeurs de ressourcement sera demain irrévocablement muséifié. Le bouurlingueur a visité un village d'Indiens dont les habitants, la journée finie, dépouillaient leur costume à plumes pour revêtir l'uniforme de ville et passer la soirée les pieds sur la table à avaler le programme T-V du yankee ordinaire. Ce pourrait être la parabole de ce qui nous attend de l'Alaska à la Terre de Feu et de New-York à Pékin.

Autre exemple qui atteste de la même déperdition d'humanité, la vision de l'amour et du sexe de plus en plus intégrée dans les représentations communes. La modernité a ouvert « la boîte de Pandore de la sexualité en réduisant à un besoin, passible d'une satisfaction, justiciable d'un acte sanitaire si le désir ne sait plus à quelle non-transgression se vouer. Les conséquences sont imprévisibles. Le relativisme invalide les drains culturels qui causalisaient la violence libidinale. Sublimation et profanation accompagnent le Bien, le Mal, la Sève et le Sens dans la nécropole des candeurs fondatrices. Le désir « historique » convoquait tous les ingrédients des « cultures » et participait de ce fait à l'harmonisation de l'équilibre social. [...] Le recours au viagra annonce-t-il une médicalisation systématique d'organismes sous ordonnance ? ».

Il faut absolument avec Tillinac poursuivre jusqu'à son terme cette exploration d'une modernité plus problématique que ne l'admettent les sociologues qui n'y voient que du tout naturel. L'ennemi ? « La triple alliance du capital, du technologique et du médiatique pour anesthésier l'humain ». L'espoir ? « la sortie de l'ère économique, un peu comme les tribus de Moïse sont sorties d'Égypte ». Le moyen de s'en sortir ? « Le vrai politique, celui qui oserait décréter l'état d'urgence et favoriser l'avènement d'un ordre mondial, avec des priorités qui paraîtront évidentes »... Mais il faut bien s'arrêter pour discuter bien sûr, rechigner parfois, mais en tout état de cause prendre au mot la salutaire provocation Tillinac.

Denis Tillinac - « Les Marques de l'éphémère » - La Table Ronde - prix franco : 120 F.

Holmes et les holmésiens

Si dans le domaine du roman policier traditionnel il existe un mythe éternel, transcendant les modes et les époques, c'est bien celui de Sherlock Holmes. Pourtant la saga holmésienne se fonde sur une oeuvre relativement réduite ; quatre romans, cinquante-six nouvelles réunies en cinq recueils, l'ensemble étalé sur près d'un demi-siècle.

C'est à la rencontre de ce mythe que nous convie Bernard Oudin dans l'excellente collection « Découvertes » de chez Gallimard. Il procède par chapitres courts allant à l'essentiel. Après une brève mais passionnante présentation de l'auteur, Arthur Conan Doyle, chez lequel s'incarnent toutes les contradictions de l'Anglais de la fin de l'époque victorienne, Oudin s'attache à sa création et aux rapports conflictuels Doyle-Holmes. Car jamais conflit entre le créateur et son personnage ne prit forme plus caricaturale, au point que Doyle assassinat son héros, résistant dix ans avant de le ressusciter.

Un chapitre complet s'attarde sur les différentes incarnations de Holmes au théâtre, au cinéma et à la télévision, rappelant à juste titre que pour les holmésiens Basil Rathbone fut

l'Holmes idéal détroné seulement et récemment par Jeremy Brett interprète du héros dans une série narrant fidèlement ses exploits.

Un dernier chapitre nous permet de découvrir l'univers de ces holmésiens. Entre autre le « jeu », invention exégète consistant à tirer des spéculations gratuites à partir des écrits de Conan Doyle. Expression parfaite du nonsens et d'un intellect fonctionnant sur le principe vide de la monomanie, le « jeu » est un parfait exemple d'humour britannique.

Ajoutons la riche iconographie de l'ouvrage et encourageons le lecteur holmésien ou non à découvrir ce brillant petit livre présentant un héros universel s'il en fut.

Bruno DIAZ

Bernard Oudin - « Enquête sur Sherlock Holmes » - Découvertes Gallimard - prix franco : 96 F.

Une plaquette peu connue, à nouveau disponible

1934-1948

TEXTES

LE COMTE DE PARIS, SA VIE, SON ACTION, SES IDÉES POLITIQUES

Cette plaquette éditée en 1948 par le secrétariat de M^{gr} le comte de Paris est composée d'extraits d'ouvrages, d'articles, d'entretiens, de circulaires internes et constitue une bonne présentation de l'ancien chef de la Maison de France.

Prix franco : 29 F

Aux origines de la III^e République

Pour la plupart des gens, le nom de Louis-Joseph Buffet n'évoque sans doute pas grand chose. Et pourtant, ce grand parlementaire orléaniste du XIX^e siècle a joué un rôle de premier plan dans la mise en place des institutions de la III^e République.

Louis-Joseph Buffet est député de la Seconde République, puis opposant à l'Empire autoritaire ; enfin ministre libéral dans le cabinet Émile Ollivier. Après le désastre de Sedan, il se retrouve élu royaliste orléaniste au sein de la nouvelle assemblée nationale. Et si sa préférence va vers la monarchie constitutionnelle, on peut cependant s'interroger sur la force de ses sentiments royalistes.

Président de l'Assemblée nationale durant plusieurs années, Buffet apparaît comme un des acteurs-clés de la chute de Thiers. Mais son grand souci, sa hantise devrait-on dire, c'est d'assurer l'ordre, d'éviter à tout prix le vide institutionnel, source de chaos et d'anarchie. Et Pascal-Raphaël Ambrogi a raison d'insister sur le dévouement de cet homme qui, attristé par le refus du comte de Chambord, se bat pour mettre en place des institutions afin d'empêcher une « dictature » de l'assemblée (la Convention a laissé un très mauvais souvenir). Pour cette raison, Buffet favorise l'instauration d'une présidence de la République avec de réels pouvoirs, de même que la création d'un Sénat.

Président du Conseil malheureux, conseiller du maréchal de Mac-Mahon, sénateur

enfin, Buffet apparaît comme un homme politique intègre, rigoureux, dévoué à son pays. Intransigeant, ne cherchant pas la popularité, respecté à défaut d'être aimé. Un homme dont les idées conservatrices et catholiques prennent le dessus sur un royalisme assez tiède. Il annonce ceux qui, quinze ans plus tard, n'hésiteront pas à s'insérer dans le cadre républicain lorsque la République sera devenue plus modérée et que le pape aura appelé les catholiques à s'y rallier.

En refermant l'excellent livre de Pascal-Raphaël Ambrogi, on ne peut pas s'empêcher de penser que cette république installée provisoirement, en attendant un hypothétique retour du roi et que Gambetta surnommait avec justesse « monarchie républicaine », présente bien des similitudes avec notre actuelle V^e République.

Marc DESAUBLIAUX

Pascal-Raphaël Ambrogi - « Louis-Joseph Buffet, l'avènement de la III^e République » - Atlantica, 1998, 382 pages - prix franco : 155 F.

L'amateur de curiosités apprendra que Louis-Joseph Buffet fut l'un des fondateurs de l'Association professionnelle de la presse monarchique et catholique. Cette association, qui fut parmi les premières déclarées après le vote en 1884 de la loi autorisant les syndicats, existe toujours aujourd'hui et peut maintenant se targuer d'être le plus ancien syndicat de France...

T'a pas cent balles ?

MERCI, merci, merci ! Notre souscription annuelle, qui avait eu bien du mal à démarrer au mois de mai dernier, a finalement non seulement atteint l'objectif fixé mais elle l'a largement dépassé. Ce résultat inespéré tient non seulement à la générosité particulière de quelques amis mais surtout à la mobilisation de beaucoup d'autres, royalistes ou non, qui, voyant leur journal menacé, nous ont apporté leur contribution. Que tous en soient vivement remerciés.

Yvan AUMONT

6^e liste de souscripteurs

Erika Abrams 100 F - Pascal Payen-Appenzeller 100 F - C.A. (Paris) 50 F - Emile Arcoutel 250 F - A.B. (Hérault) 250 F - Patrick Barrau 200 F - Philippe Villaret 10000 F - A.B. (Loire Atlantique) 500 F - André Brimont 100 F - Christian Bru 250 F - Antoine Buguet 1000 F - Claude Canque 100 F - Jean-Luc Castro 250 F - J.-P. Chauvin 100 F - Marie-Paul Claveyrolas 250 F - Hubert Colombier 200 F - Christian Coudair 150 F - Jean-Pierre Dauvillier 50 F - Philippe Delorme 100 F - Guy Delranc 315 F - M.D. (Paris) 5000 F - Bruno Diaz 200 F - Roger Doin 300 F - Georges Dorso 200 F - Claude Ferrand-Blazer 300 F - Christian Fleury 400 F - Marcel Floury 100 F - Jean Grimaldi d'Esdra 150 F - François Hiss 1500 F - René Hostache 200 F - Pascal Jagusinski 250 F - Bernard Javault 250 F - Patrice Jouault 100 F - Philippe Lauria 100 F - N.L. (Orléans) 100 F - Guy Leres 250 F - Jean-François Lespès 300 F - Christian Libens 40 F - Philippe Llau 100 F - Claude Marchal 100 F - G.M. (Bouches du Rhône) 300 F - Hervé Massart 250 F - Denis Matton 120 F - L.M. (Marne) 200 F - Jean-François Maurel 500 F - Frédéric Pierre 50 F - Michel Puravet 250 F - Alain Saint Paul 300 F - B.S. (Hauts de Seine) 250 F - Yoann Sido 100 F - J.S. (Isère) 100 F - J.S. (Alpes Maritimes) 400 F - Bernard-Othon de Stoop 200 F - Jean Sur 200 F - Paul Thibaud 400 F - Anne-Marie Vilepsy 500 F - Max Woelflé 400 F - Benoit Wollseifen 240 F.

Total de cette liste : 29 015 F

Total précédent : 44 216 F

Total définitif : 73 231 F

CONSEIL NATIONAL

Le conseil national de la NAR se réunira à Paris le dimanche 3 octobre. Rappelons que le conseil national se réunit deux fois par an et qu'il rassemble les membres du Comité directeur, les délégués élus par les adhérents et les anciens membres du Comité directeur. La veille, le 2 octobre, Nicolas Lucas animera une réunion de l'équipe nationale.

A.A.M.F.

A l'initiative des Amis de la Maison de France, Madame la comtesse de Paris fera une séance exceptionnelle de dédicace de ses livres le Samedi 25 septembre à 15 h dans les salons de l'Hôtel du Louvre, place André Malraux, 75001 Paris. Les lecteurs de *Royaliste* sont conviés à rencontrer Madame à cette occasion.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : royaliste@multimania.com
- ✓ Site Internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Régléments à l'ordre de : *Royaliste* - CCP 18.104.06.N Paris

Sur la Toile

ACTUALITÉS ROYALISTES - Début juillet nous avons créé sur internet une « liste de diffusion » qui permet d'être tenu au courant des actualités royalistes. Les mois d'été nous ont permis de roder la formule qui maintenant est totalement opérationnelle. Les dépêches que nous envoyons aux abonnés de la liste peuvent aussi bien contenir des renseignements pratiques (réunions, nouvelles parutions) que des nouvelles brèves sur le royalisme français, l'action des Princes, etc. Pour s'abonner à la liste rien de plus simple : ce nouveau service est gratuit, il suffit de nous envoyer un mél (royaliste@multimania.com) en nous faisant part de votre désir et en nous donnant votre adresse électronique.

CITÉ - La parution d'un nouveau numéro de *Cité* (voir annonce en page 8) coïncide avec la création d'un site internet pour la revue. On trouvera sur ce site le sommaire détaillé du dernier numéro paru, les sommaires de tous les anciens numéros de la revue encore disponibles, une présentation de l'IFCCE (Institut de formation civique et de coopération européenne) qui est étroitement lié à *Cité*, ainsi que les renseignements pratiques pour s'abonner ou acheter des numéros. L'adresse du site : <http://alterm.org/revuecite>

MERCREDIS DE :

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'abonnement des *mercredis* annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

● Mercredi 6 octobre - RÉUNION DE RENTRÉE : A la mort du comte de Paris, la prise de fonction, simple-

ment conforme au droit dynastique, du comte de Clermont, a fait taire les supputations malveillantes et renvoyé aux études historiques les passions qui agitaient certains royalistes.

Une situation nouvelle apparaît, dont il faut prendre conscience. Peut-elle transformer à terme l'idée complexe que les Français se font de la tradition monarchique ? Quelles sont les « Perspectives du mouvement royaliste » et que pouvons-nous raisonnablement espérer ?

A la fois historien du royalisme, témoin et militant, Bertrand RENOUVIN répondra aux questions que se posent non seulement les adhérents de la NAR et tous ceux qui s'interrogent sur le sens de l'action royaliste.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à : « Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Le pari des incapables

La stupidité malfaisante de l'ultra-libéralisme n'est plus à démontrer. Semaine après semaine, le haut patronat et les grands financiers en apportent de nouvelles preuves, éclatantes, scandaleuses, révoltantes. Peu importe désormais qu'ils vantent la taille mondiale de leurs groupes et établissements, qu'ils nomment « modernité » l'application imbécile qu'ils font des modes et des préjugés du moment, et qu'ils invoquent les prétendues lois du marché pour expliquer leurs agissements.

Nous savons qu'ils mentent et qu'ils nous violentent. Nous l'avons toujours su. Savoir théorique, acquis à la lecture de Karl Marx ou, pour nous autres, de François Perroux. Connaissance historique - celle de l'économie capitalisme au XIX^e siècle et des causes qui ont provoqué, voici soixante ans, la crise de 1929. Mais surtout expérience directe des dégâts économiques et sociaux provoqués depuis plus de quinze ans par les idéologues du marché. Avant Michelin, qui licencie pour faire encore plus de profit, il y avait eu Renault décidant de fermer Vilvorde sous les applaudissements des spéculateurs boursiers. Avant Carrefour et Promodès il y a eu bien d'autres concentrations, pour la plupart irrationnelles et inefficaces (le taux de réussite est de 10 %) et avant tout dictées par la vanité de quelques prédateurs en col blanc.

Ce qui frappe en cette fin d'été, ce ne sont pas les nouvelles preuves qui nous sont apportées, mais le fait que toute la

vérité éclate en très peu de temps. Grâce aux opérations spectaculaires de l'été, nous avons vérifié que les fusions bancaires réussies ou manquées résultaient de la rivalité entre des individus qui se moquent de la logique financière tout autant que de l'intérêt national, que les concentrations industrielles détruisent la concurrence entre les entreprises, asphyxient les producteurs, et ne profitent



même pas aux consommateurs puisque la logique monopoliste aboutit tantôt à des augmentations de prix, tantôt à des baisses obtenues par la surexploitation des employés et au mépris de la qualité des produits.

En quelques semaines nous avons pu ainsi vérifier, sans le moindre effort théorique, que la concurrence érigée en principe détruit les entreprises, porte gravement atteinte à la santé des consommateurs, et dénie aux travailleurs leur dignité même. Il restera à établir, une nouvelle fois, que la logique de la pure rentabilité, donc de l'incessante spéculation, aboutit à l'autodestruction des puissances financi-

res par l'effet d'un krach boursier qui surviendra de manière tout aussi inéluctable qu'en 1987 et 1998. Voilà qui contraste brutalement avec l'euphorie d'un gouvernement qui se targue de succès conjoncturels fragiles, partiellement illusoire ou qui ne tiennent pas à son action (1). En fait, la « communication » gouvernementale consiste à noyer sous de nobles paroles de constants aveux d'incapacité. La fusion manquée entre la BNP et la Société générale ? Les souhaits du pouvoir politique sont ignorés par un organisme opaque, incontrôlé et irresponsable, et le Premier ministre ose publier qu'il trouve cela normal, puisque telle est la loi des marchés. La concentration dans la grande distribution ? Le mouvement de menton de M. Strauss-Kahn, annonçant que le Conseil de la concurrence reprendra le dossier, a été suivi par une déclaration de la Commission bruxelloise, rappelant qu'elle a en la matière le pouvoir de décision. La colère des producteurs de fruits, de légumes, de lait ? On se repose sur la FNSEA, alliée traditionnelle du CNPF mué en MEDEF, pour rétablir l'ordre par quelques douteux compromis, et on espère que la Confédération paysanne, pauvre et isolée, s'épuisera dans son combat contre MacDonald. Les licenciements annoncés par Michelin ? Lionel Jospin déclare qu'il faudrait tout de même faire « attention ».

Laisser-faire. Vellétés. Moralisme. Jamais l'impuissance publique, consciente, théorisée, revendiquée, n'a été aussi manifeste. Jamais la haine sociale n'a été aussi vive car elle se nourrit de colères, de peurs et d'humiliations qui ne trouvent pas leur expression politique. Le gouvernement escompte que la résignation l'emportera sur la fureur. Sur une longue période, c'est un pari difficile à tenir.

Bertrand RENOUVIN